

NON À L'AGROBUSIN'ESS !

Née à partir des révoltes ouvrières de 1848, **l'économie sociale et solidaire a d'abord été un puissant mouvement d'émancipation inscrit dans les luttes du monde ouvrier et paysan**, qui subissait à l'époque l'exploitation monstrueuse du capitalisme naissant, avec la révolution industrielle. Des milliers de familles, poussées par la nécessité, venaient garnir les faubourgs des villes et se faisaient embaucher, avec leurs enfants, dans les fabriques devenues usines, où ils deviennent esclaves de la machine dans des conditions sociales et sanitaires inhumaines et sans aucun droit ou possibilité de s'organiser pour réagir face à ces indignités.

Il en fallut, du courage, de l'imagination et de "l'innovation" à ces pionnières et pionniers de l'économie sociale et solidaire pour imaginer un contre-modèle,

basé sur l'idée d'une démocratie qui ne serait pas que politique mais également économique, et la volonté d'être indépendants des pouvoirs de l'argent, en maîtrisant leur outil de travail, par la socialisation des moyens de production. Ce fut le début des coopératives, de l'économie sociale, et aussi d'une autre histoire du monde ouvrier, semée d'embûches certes, mais où l'on avançait la tête haute. De même que ce mouvement ouvrier créait les premières coopératives de consommation, pour maîtriser les prix des produits de première nécessité, les coopératives agricoles naissent à la fin du 19ème siècle, sous l'impulsion des jeunes syndicats agricoles – le syndicalisme est légalisé en 1884 – pour contrôler le prix d'achat des intrants par les paysans eux-mêmes. Ces coopératives vont progressivement devenir des acteurs de premier plan du monde agricole dans la première moitié du 20ème siècle, avec le soutien de l'État, dans un contexte de crises successives (crise de 1929, seconde guerre mondiale) qui fragilise l'indépendance alimentaire du pays. **De plus en plus, au long de la seconde moitié du 20ème siècle, ces coopératives agricoles s'intéressent à l'aval de leurs filières, et externalisent leurs activités par le rachat d'entreprises non coopératives, dans l'objectif de répondre aux marchés internationaux.**

Il en résulte un processus "classique" de concentration et d'internationalisation, deux mamelles (si l'on peut s'exprimer ainsi) du... capitalisme contemporain. **Est ainsi née l'expression de "capitalisme coopératif"** pour définir le fonctionnement de ces coopératives - savoureux oxymore pour décrire une situation ubuesque.

La conséquence en est qu'aujourd'hui, ces coopératives agricoles ont grandement contribué à détruire le métier de paysan, chargé de cultiver la terre et nourrir la population, pour lui substituer celui "d'exploitant agricole", devenu exploité agricole, puis plus récemment **"d'entrepreneur du vivant"** dans une planète que ces pratiques contribuent à empoisonner.

Mais qu'y a-t-il de vivant dans la méthodique organisation d'un système agricole sous perfusion de pesticides, qui détruisent les sols et la biodiversité ?

NON À L'AGROBUSINESS !

Qu'y a-t-il de vivant dans la généralisation d'une agriculture intégrée, qui laisse les agricultrices et agriculteurs pieds et poings liés à la coopérative dont ils sont les sociétaires, ce qui devrait leur permettre de participer à la définition de son projet politique et aux orientations de gestion, alors qu'elle les rend esclaves des prix fixés par elle et elle seule – le prix des intrants comme celui de leur propre production ?

Qu'y a-t-il de vivant dans le fait de développer un système agricole qui favorise un gaspillage inédit de la ressource en eau, provoquant et accentuant les sécheresses que nous commençons à connaître même ici, en Bretagne ? **Qu'y a-t-il de vivant** dans l'encouragement à la destruction du bocage, remarquablement baptisée "remembrement", qui a favorisé et favorisera encore, après les sécheresses, des inondations incontrôlables ?

Qu'y a-t-il de vivant, enfin, dans le traitement scandaleux des ouvrières et ouvriers de cette agriculture, intoxiqué.e.s aux pesticides, dont la vie est gâchée, et contre lequel.le.s ces coopératives vont engager des armées d'avocats et de publicitaires, pour démontrer l'innocuité de leurs produits et nier leurs responsabilités ?

Pour beaucoup, cela relève de l'évidence : **non, l'économie sociale et solidaire n'a rien à voir avec ces coopératives agricoles devenues les têtes de pont de l'agrobusiness**, et ce serait même une incongruité que de le penser. **Pourtant, en dépit de l'évidence, ces structures font toujours officiellement partie de ce "tiers" secteur.**

Nous, acteurs d'une économie sociale et solidaire de terrain, ancrés sur nos territoires et sur leurs enjeux sociaux, économiques et écologiques, appelons à refuser ce sinistre amalgame.

Nous saluons le travail de journalistes et de soignant.es qui, par respect de la déontologie de leur métier ont mis à nu la nocivité des pratiques de cet agrobusiness et sa mainmise sur l'agriculture bretonne et ses réseaux d'influence ; et plus globalement toutes celles et ceux qui, par leur action, se battent pour mettre ces coopératives agricoles bretonnes devant leurs responsabilités sociale, sanitaire et écologique.

Nous refusons d'être associés d'une façon ou d'une autre avec ces représentants zélés du capitalisme prédateur, et appelons à une clarification politique de ce qu'est l'économie sociale et solidaire en Bretagne, en France et dans le monde.

Nous interpelons les représentant.es institutionnel.le.s de l'ESS pour qu'ils et elles prennent leurs responsabilités en garantissant la cohérence de leurs propos et le respect de notre Histoire commune. Tout comme le beau discours, le statut juridique ne suffit pas : il est temps d'exclure l'agrobusiness du champ de l'ESS.

Nous appelons les têtes de réseau de l'éducation populaire, de l'éducation à l'environnement, de l'action sociale et culturelle à nous rejoindre pour dénoncer cette farce sordide, et rejoindre ainsi les aspirations profondes de leurs bases militantes.

Cette économie sociale et solidaire ne doit pas cesser d'être du côté du monde du travail et de ses métiers, aux côtés de celles et ceux qui luttent pour un accès juste et équitable au logement, à l'eau, à la santé, à l'énergie, à l'éducation, et à une alimentation de qualité.

Notre époque ne peut plus être celle de l'éternel compromis, et nous devons savoir avec qui nous pouvons construire d'autres modèles, y compris dans le monde agricole, notamment avec ceux de ses acteurs qui représentent encore dignement la coopération.

Notre avenir commun, et celui de l'économie sociale et solidaire, se dessinera sans l'agrobusiness.

Nous voulons, en somme, être des représentant.e.s du vivant dans ce monde qui se meurt.